



Veille stratégique - Défense et Sécurité
SEMAINE DU 24 JUIN AU 30 JUIN 2019

SOMMAIRE :

AFRIQUE	2
AMERIQUE - ETATS-UNIS	5
AMERIQUE LATINE	10
ASIE – PACIFIQUE	12
EUROPE	13
PROCHE & MOYEN ORIENT	17
RUSSIE	20



AFRIQUE

SAHEL : LA MOITIE DU TRANSPORT AERIEN DE FRET ET DE PERSONNEL REALISE PAR DES PAYS ALLIES

Le ministère des armées a révélé cette semaine la part de l'aide étrangère dans la logistique intrathéâtre de Barkhane. Il s'agit aussi d'une forme d'hommage aux pays alliés. Cet appui est notamment essentiel pour le transport aérien des personnels et du fret. Ainsi depuis le début de l'année 2019, 50% de ce transport a été effectué par des appareils européens et alliés. L'Espagne y a contribué à hauteur de 15% au travers des missions Mamba et Marfil depuis le Gabon et le Sénégal. Le soutien logistique fourni par les hélicoptères britanniques Chinook au sein de la zone opérative pèse également pour plus de 15%. Les États-Unis (près de 10%) et l'Allemagne (plus de 6%) s'engagent fortement aux côtés de Barkhane, ainsi que le Canada et la Belgique. L'appui de C-130 espagnols, d'A400M allemand ou de C-17 britanniques ou américains

Le ministère ne diffuse pas la part réalisée par l'armée de l'air française ni celle correspondant à la sous-traitance par des entreprises privées de transport. Ces externalisations ont fait l'objet d'une sévère critique dans un récent rapport parlementaire publié par le député (LR) François Cornut-Gentille. La Cour des comptes avait déjà pointé en janvier dernier des « anomalies » dans ces contrats de sous-traitance conclus au Sahel pour Barkhane, faute de moyens propres suffisants. L'appui de C-130 espagnols, d'A400M allemands ou de C-17 britanniques et américains est en effet vital à l'opération Barkhane, très gourmande en hommes, matériels, munitions et approvisionnements, sur un théâtre aux élongations très importantes.

SOUDAN : UNE NOUVELLE INITIATIVE DE TRANSITION

Les tentatives de médiation internationales auraient-elles porté leurs fruits ? C'est en tout cas ce que laisse espérer, à priori, les dernières déclarations du conseil militaire de transition, à la tête du Soudan depuis la destitution d'Omar El-Béchir en avril dernier.

C'est par la voix de son porte-parole, le général Chamseddine Kabbachi, que le conseil militaire s'est exprimé vendredi 28 juin dans une allocution télévisée afin



d'annoncer son désir de rouvrir des négociations closes depuis plusieurs semaines, sur la base des propositions soumises par l'Éthiopie et son Premier ministre Abiy Ahmed ainsi que l'Union africaine (UA), engagés dans la médiation entre le conseil militaire et les civils, représentés dans leur majorité par l'Alliance pour la liberté et le changement (ALC).

Parmi les principaux points contenus dans ce nouveau plan de transition, nous pouvons en retenir trois. Le premier concerne la composition de l'instance de transition, sept militaires et huit civils, dont un choisi par les deux partis. Pour la direction de l'instance, elle sera d'abord présidée pendant dix-huit mois par un militaire avant d'échoir à un civil jusqu'à la fin de la transition, au bout de trois ans.

Enfin, et c'est probablement le point le plus délicat, le nouveau texte ne mentionne plus les 67% de civils qui devaient initialement siéger au conseil législatif, leur assurant une large majorité avec plus de deux-tiers des sièges. La révision de ce dernier point avait été demandée par le conseil militaire avant la rupture des négociations en mai dernier.

Alors tentative du conseil de montrer patte blanche ? Après la violente dispersion du sit-in de la place centrale de Khartoum le 3 juin dernier par les forces d'intervention rapide ayant fait plus d'une centaine de morts, ce nouveau plan, nettement plus favorable au conseil militaire que celui initialement négocié avant la rupture du dialogue traduit bien la marge de manœuvre croissante du conseil dans le bras de fer avec les civils, ces derniers ne s'étant d'ailleurs toujours pas exprimé sur ce nouveau plan.

NIGERIA : SOMMET DE LA CEDEAO A ABUJA

Samedi 29 juin s'est ouvert dans la capitale Nigérienne le cinquante-cinquième sommet de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). La volonté exprimée par les chefs d'Etats africains de renoncer au franc CFA et aux monnaies nationales au profit d'une monnaie unique, l'eco, ne doit pas faire oublier les autres enjeux du sommet, notamment sécuritaire.

Dans cette idée, lors de son discours d'ouverture, le président du Nigeria, à la tête de la CEDEAO depuis juillet 2018 a rappelé les défis sécuritaires auxquels sont actuellement confrontés les pays d'Afrique de l'Ouest.

Depuis 2009, le pays est engagé dans la lutte contre le groupe djihadiste Boko Haram qui, parti du nord-est du Nigeria, s'étend désormais au Niger, au Tchad et au



Cameroun. Face au risque de déstabilisation régionale, tant du fait de ce léviathan biblique que des autres mouvances djihadistes qui se font jour depuis ces dernières années, le président nigérien a plaidé en faveur d'actions communes.

Parmi les éléments évoqués, citons aussi la montée des violences intercommunautaires, véritable fléau qui n'épargne aucun des quinze pays membres de la CEDEAO, principalement le Burkina Faso, mais aussi et surtout le Mali, où les conflits entre ethnies, dont celles dirigées contre les communautés peules, constituent une des clés de la stratégie djihadiste visant à s'intégrer dans le tissu local en se substituant au pouvoir étatique dans la sécurité des communautés isolées.



AMERIQUE - ETATS-UNIS

VERS UNE FUTURE VAGUE DE NOMINATIONS AU PENTAGONE ?

Après la démission de Patrick Shanahan à la tête du Pentagone, le président Trump a annoncé son intention de nommer Mark Esper comme son successeur officiel mais aussi de confirmer David Norquist comme Secrétaire adjoint à la Défense, poste inoccupé depuis la démission de James Mattis et son remplacement par Shanahan en janvier. Le Président nommerait aussi Ryan McCarthy comme remplaçant permanent de Mark Esper à la tête de l'*US Army* alors qu'il occupait la fonction de Secrétaire adjoint à l'*US Army* depuis six mois. Ces nominations permettraient de stabiliser la direction du Pentagone alors que depuis lundi dernier, de nombreux postes importants du Département à la Défense américain sont occupés par intérim : Secrétaire à la Défense, Secrétaire adjoint, *Chief Management Officer*, Secrétaire à l'*US Air Force*, Secrétaire à l'*US Army*, etc. Il faut tout de même souligner que si Donald Trump n'a fait qu'annoncer une intention, le Sénat a, à cette simple annonce, soutenu les choix potentiels du Président.

LE SENAT ADOPTE LE NATIONAL DEFENSE AUTHORIZATION ACT 2020

Jeudi 27 juin, les sénateurs américains ont approuvé le *National Defense Authorization Act 2020* par 86 voix contre 6. Cette loi alloue un budget de 750 milliards de dollars au Pentagone pour l'année fiscale 2020. Ce texte s'inscrit dans la continuité de l'effort fourni par l'administration Trump afin de reconstruire l'armée américaine ainsi que de contrer les différentes menaces mondiales. La loi doit encore passer par la Chambre des Représentants au mois de juillet : le montant de l'enveloppe budgétaire pourrait alors être revu à la baisse. En effet, certains considèrent que 733 milliards de dollars seraient suffisants pour remplir les objectifs fixés. Les négociations intercamérales devraient se poursuivre jusqu'au début de l'automne ; si aucun accord n'est trouvé avant le 1er octobre, le gouvernement américain risque un nouveau *shutdown*.



IRAN - POINT DE SITUATION

Lundi 24 juin, le président Trump a annoncé avoir signé un décret imposant de nouvelles sanctions contre des membres du gouvernement, de l'armée et du corps diplomatique iranien. Ces sanctions doivent augmenter la pression sur Téhéran, tout en évitant le conflit et surtout empêcher que l'Iran ne devienne une puissance nucléaire.

Cependant, des législateurs démocrates et des experts de la politique étrangère mettent l'administration en garde contre cette stratégie qui pourrait simplement pousser l'Iran à la provocation (sans compter le fait que des sanctions trop drastiques peuvent tendre à ressouder la société autour de son régime plutôt que de l'en éloigner). En effet, pour certains médias de la République islamique, ces nouvelles sanctions se basent sur de fausses excuses fabriquées de toutes pièces par les Américains. De son côté, lundi dernier, Mike Pompeo a rencontré le roi et le prince héritier saoudiens pour discuter de la menace posée par l'Iran et de la manière dont les deux alliés peuvent la contrer, notamment en construisant une grande coalition internationale qui inclurait des pays d'Asie et d'Europe. Mais Pompeo devrait avoir du mal à convaincre les alliés européens à rejoindre cette coalition : l'Allemagne, la France et la Grande-Bretagne, ainsi que la Russie et la Chine, sont toujours parties à l'accord sur le nucléaire iranien de 2015.

Lundi, dans un tweet, le président Trump a souligné le fait que les Etats-Unis protégeaient les voies de commerce naval du golfe Persique, consacrées tout particulièrement au transport du pétrole, et cela sans aucune compensation. Il a donc avancé l'idée que chaque pays doit protéger ses navires tout en affirmant que les Etats-Unis n'avaient pas besoin d'être présents dans la région car ils sont quasiment autonomes en matière d'énergie. L'envoyé spécial américain pour l'Iran, Brian Hook, a donc suggéré d'étendre les prérogatives de la force maritime multinationale de 30 pays luttant pour l'instant contre les trafics d'armes et de drogue dans la région. Le détroit d'Ormuz est d'une importance capitale pour les importations pétrolières asiatiques : près de 20 millions de barils y transitent chaque jour en direction de la Chine, du Japon, de la Corée du Sud, Singapour ou encore l'Indonésie.

Toujours lundi 24 juin, un groupe d'assaut amphibie mené par l'*USS Boxer* a été déployé au sein de la 5e flotte dans la région. Ce groupe est donc composé de l'*USS Boxer*, transportant la 11e *Marine Expeditionary Unit* et un escadron d'hélicoptères de combat, d'un navire de transport amphibie, l'*USS John P. Murtha* ainsi que du navire de débarquement amphibie *USS Harpers Ferry*. Ils ont remplacé un autre groupe mené par l'*USS Kearsarge* déployé dans la région depuis le mois d'avril.



Vendredi, le Sénat américain, à majorité républicaine, a bloqué une mesure qui aurait permis au président Trump de lancer une frappe militaire contre l'Iran sans l'autorisation du Congrès. Les membres du Congrès commencent à se méfier de la rhétorique utilisée par Donald Trump contre l'Iran en particulier après les frappes avortées de la semaine dernière et après qu'il a affirmé penser avoir l'autorité nécessaire pour initier une action armée contre l'Iran sans le soutien du Congrès. Ses membres jugent qu'une guerre contre Téhéran serait une erreur, coûteuse en vies humaines et en ressources (sans compter le risque de déstabilisation et d'escalade armée à l'échelle régionale). Deux législateurs, un républicain et un démocrate, ont introduit une mesure au sein du *National Defense Authorization Act 2020* qui obligerait tout usage de la force armée contre l'Iran à être préalablement autorisé par le Congrès sauf en cas d'attaque du territoire américain ou de ses forces armées. Mais d'autres députés critiquent cette mesure qui limiterait les capacités de l'administration à faire pression sur Téhéran. D'autant que de son côté, l'Iran menace les Etats-Unis de nouvelles attaques sur ses drones et annonce avoir dépassé la limite du stock d'uranium faiblement enrichi posée par le *JCPOA*, même si cette dernière annonce demeure largement symbolique.

Enfin, précision quant à notre point de situation précédent, les cyberattaques conduites la semaine dernière par le Pentagone en réponse à la destruction de son drone de surveillance par l'Iran auraient également visé les réseaux de communication de la milice chiïte irakienne Kataeb Hezbollah soutenue par l'Iran et considérée par Washington comme une organisation terroriste depuis 2009 suite à son implication directe contre les forces américaines durant la guerre d'Irak de 2003.

AFGHANISTAN : DEUX SOLDATS AMERICAINS TUES AU COMBAT

Le Pentagone a annoncé la mort au combat de deux de ses soldats, un membre des Bécards verts (10ème Groupe de forces spéciales) et un spécialiste du déminage, dans la province d'Orozgan dans le centre du pays. L'attaque au cours de laquelle ces soldats ont perdu la vie a été revendiquée par les Talibans alors même que les Etats-Unis poursuivent leur dialogue difficile avec le groupe islamiste en vue d'un hypothétique accord de paix. Si les représentants des deux parties estiment que ces négociations avancent, de nombreux sujets de désaccord demeurent, à l'instar du délai de retrait des forces américaines (trois à cinq mois pour les Talibans contre un an et demi à deux ans pour Washington). De surcroît, alors que les Etats-Unis souhaitent que les Talibans s'engagent à empêcher qu'aucun groupe terroriste ne s'implante et ne s'entraîne dans le pays en vue de conduire des attaques sur le sol américain, les Talibans ne sont prêts qu'à un engagement d'ordre général.



A ce titre, le Secrétaire d'Etat Mike Pompeo s'est rendu lundi à Kaboul où il a rencontré le président Ghani pour évoquer l'avancée des négociations avec les Talibans et la situation sécuritaire dans le pays en vue des élections présidentielles qui doivent se tenir en septembre. Cette visite précède l'ouverture, prévue pour le 29 juin d'un nouveau cycle de négociations entre les Etats-Unis et les Talibans à Doha.

De son côté, Jens Stoltenberg, le Secrétaire général de l'Otan, a déclaré lors d'une réunion des ministres de la Défense de l'Alliance qui se tenait les 26 et 27 à Bruxelles, que la meilleure voie dont disposait l'Otan pour soutenir les négociations de paix était de poursuivre la mission de formation, de conseil et d'assistance réalisée par l'Alliance au profit des forces de sécurité et de défense afghanes (opération *Resolute Support*). Or, près de la moitié des personnels armant cette opération sont issus des forces américaines, dont l'engagement en Afghanistan ne devrait pas se réduire dans les prochains mois, suscitant des débats au Congrès. Cette attaque porte à neuf le nombre de soldats américains tués en Afghanistan depuis le début de l'année.

PUBLICATION DU RAPPORT ANNUEL DU PENTAGONE SUR L'INDUSTRIE DE DEFENSE AMERICAINE

Le Pentagone a publié le 13 mai son rapport annuel sur l'industrie de défense américaine, intitulé *Industrial Capabilities*, dont la presse spécialisée commence seulement à se faire l'écho.

Outre des constats sur la hausse de la concentration du secteur industriel de la défense aux Etats-Unis (avec un risque conséquent de situations monopolistiques) et sur la baisse de l'export de défense dans certains domaines (même si la tendance générale est positive), ce rapport identifie surtout un certain nombre de faiblesses de la base industrielle et technologique de défense (BITD) américaine, dont voici les principales classées par secteur :

- Aéronautique : durées de développement des systèmes trop longues ; coûts élevés du développement et de la qualification des systèmes ; limites en matière de production ; main-d'œuvre vieillissante et concentration industrielle du secteur.
- Systemes terrestres : difficultés à concevoir, développer et produire de nouveaux systèmes du fait de l'accent porté sur une approche de modernisation incrémentale ; concentration industrielle et manque de stabilité budgétaire.
- Construction navale : concentration industrielle très forte à tous les niveaux de la chaîne de production ; inquiétudes sur le niveau de compétence de la main-d'œuvre.
- Munitions : obsolescence du matériel de production ; manque de capacités redondantes (qui confèrent une sécurité d'approvisionnement si un



fournisseur est en difficulté) ; manque de visibilité de certains petits fournisseurs (mais dont les composants fabriqués peuvent avoir une importance déterminante) ; marges de manœuvres réduites pour faire face à des demandes d'urgence ; infrastructures de production et de test vieillissantes.

- NRBC : nombre trop réduit de fournisseurs pour certaines capacités critiques, créant un problème de concurrence et une vulnérabilité en matière d'approvisionnement.
- Spatial : BITD extrêmement spécialisée (niche) rendant impossibles des économies d'échelle pourtant nécessaires à la compensation du coût d'investissement très élevé ; offre industrielle nationale inadéquate dans plusieurs sous-secteurs clés (structures et fibres aérospatiales ; microélectronique résistante aux radiations ; infrastructures de test et de qualification en matière de radiation ; composants de satellites ; panneaux solaires).
- Electronique (circuits imprimés) : les Etats-Unis ne représentent que 5% de la production mondiale, contre la moitié pour la Chine
- Systèmes du fantassin : effondrement du secteur textile américain créant une dépendance à l'égard de fournisseurs nationaux uniques ou étrangers ; instabilité de la demande préjudiciable aux entreprises à de nombreux niveaux.

CONTRATS POUR LE MISSILE SOL-SOL TACTIQUE *ATACMS* DE *LOCKHEED MARTIN*

Lockheed Martin a conclu plusieurs contrats à hauteur de 562Mds\$ pour fournir en missiles sol-sol tactiques *MGM-140 ATACMS (Army Tactical Missile System)* Bahreïn, la Pologne et la Roumanie. Ces contrats portent également sur des services d'extension de la durée de vie de ces systèmes d'armes tirés depuis des lance-roquettes multiples de type *MLRS (Multiple Launch Rocket System)* ou *HIMARS (High Mobility Artillery Rocket System)*. Le fait que des États tels que la Pologne ou la Roumanie acquièrent ce missile dont la portée peut atteindre environ 300 km pour les dernières versions (130km pour la première version) est un symptôme clair de l'inquiétude de ces pays et de leur volonté de durcir leur capacités militaires.



AMERIQUE LATINE

VENEZUELA - RETOUR SUR LA VISITE DE MICHELLE BACHELET

La Haut-Commissaire des Nations-Unies aux droits de l'Homme Michelle Bachelet s'est rendue au Venezuela du 19 au 21 juin, période pendant laquelle elle a pu évaluer les caractéristiques de la crise humanitaire et échanger avec les principaux représentants. A cet égard, Maduro affirme que la visite de Michelle Bachelet n'a été possible qu'avec son assentiment. De son côté, Juan Guaido a estimé mercredi que sa venue prouvait combien Michelle Bachelet avait pris la mesure de la gravité de la situation dans laquelle se trouve le pays.

Lors d'une conférence de presse organisée à la fin de sa visite, Michelle Bachelet a affirmé être arrivée à certains accords avec N. Maduro, notamment concernant la mise en place dans le pays d'une équipe permanente de deux personnes de son bureau chargées de fournir une assistance et un soutien technique et de continuer à surveiller l'évolution du respect des droits humains.

Michelle Bachelet a dit avoir été mise au courant de cas d'usage excessif de la force, d'assassinats, de détentions arbitraires et de torture de la part des forces de l'ordre au cours des manifestations de janvier contre le pouvoir chaviste. Elle appelle à libérer l'ensemble des opposants politiques. Selon l'ONG Foro Penal, 715 personnes sont actuellement détenues pour motifs politiques au Venezuela. Avant sa visite les autorités vénézuéliennes, qui nient l'existence de prisonniers politiques, ont libéré le député d'opposition Gilber Caro, emprisonné pendant près de deux mois.

VENEZUELA - LE CAMP MADURO ACCUSE L'OPPOSITION D'UNE TENTATIVE DE COUP D'ETAT

Ce mercredi, dans une allocution télévisée, Nicolas Maduro et son ministre de la Communication Jorge Rodriguez ont accusé le Président colombien Ivan Duque et le chef de file de l'opposition, Juan Guaido, d'être responsables d'une tentative de putsch militaire visant à destituer Nicolas Maduro. Ce plan aurait été fomenté avec l'aide de mercenaires israéliens et devait se dérouler entre dimanche et lundi. L'objectif aurait été d'assassiner le Président Nicolás Maduro, son épouse Cilia Flores et le président de l'Assemblée constituante, Diosdado Cabello. L'autre partie du plan



aurait consisté à libérer le général Raúl Isaiás Baduel, ex-ministre de la Défense emprisonné depuis 2009.

Le chef d'Etat colombien Ivan Duque a précisé sa position à la presse : « [...] la presse a déjà perdu le compte du nombre de fois où ont été répétées de telles accusations. L'appel que nous avons lancé et que nous continuons de lancer s'adresse au corps militaire, c'est à l'armée de se ranger du côté de la Constitution ». En dépit du manque de preuves, treize personnes ont été arrêtées cette semaine, le pouvoir ayant infiltré les groupes putschistes.

ACCORD DE LIBRE-ECHANGE ENTRE L'UE ET LE MERCOSUR

Un accord de libre-échange inédit a été conclu vendredi 28 juin au soir entre l'Union européenne (UE) et les pays du Mercosur (Brésil, Argentine, Uruguay, Paraguay). En effet, celui-ci est le plus important du genre : il a pour objectif de créer un marché intégré de 780 millions de consommateurs. Cet accord éliminera à terme 91% des droits de douanes sud-américains sur les produits européens, représentant une économie de 4 milliards de dollars pour l'UE. Cette dernière, de son côté, s'engage à supprimer 92% des taxes actuellement appliqués sur les produits sud-américains. Dans l'industrie, les droits de douanes évolueront entre 14% et 35% selon les biens et entre 20% et 35% pour les denrées agricoles les plus prisées (poissons par exemple).

L'Union Européenne devrait également ouvrir son marché aux produits agricoles sud-américains – sa concession la plus importante – par le biais de l'instauration de quotas : 99 000 tonnes de bœuf par an à taux préférentiel (7,5 %), un quota supplémentaire de 180 000 tonnes pour le sucre et un autre de 100 000 tonnes pour les volailles. Un volet environnemental est inséré dans l'accord avec l'ajout du principe de précaution, autorisant les pays à refuser des produits non conformes à leurs normes.

Les pays du Mercosur ouvriront pour la première fois leurs marchés publics aux entreprises européennes, une avancée décisive pour l'UE. Concrètement, les entreprises de l'UE pourront répondre à des appels d'offres sur un pied d'égalité avec les entreprises du Mercosur. Toutefois, l'accord, négocié par la Commission, doit encore être ratifié par chacun des 28 Etats-membres puis par le Parlement européen. Or, la vive opposition des partis écologistes, qui sont fortement montés en puissance lors des dernières élections au Parlement européen, ainsi que celle des agriculteurs européens, devrait rendre difficile le processus de ratification.



ASIE – PACIFIQUE

JAPON : PAS D'AVANCEE SUR LA QUESTION DES KOURILES EN MARGE DU G20

Au-delà du communiqué final, maigre en nouveaux développements cette année, les sommets du G20 sont pour les chefs d'Etat et de gouvernement l'occasion de s'entretenir en marge des événements officiels avec leurs homologues. Le Premier ministre japonais a ainsi rencontré 16 chefs d'Etat à Osaka dont Vladimir Poutine, un échange attendu de longue date au regard du conflit territorial qui continue d'agiter les relations diplomatiques entre le Japon et la Russie. Cependant, lors de la conférence de presse suivant la rencontre, Shinzo Abe n'a pu qu'annoncer qu'il était prévu de « continuer les négociations » au sujet des îles Kouriles du Sud (ou Territoires du Nord selon la dénomination japonaise) saisies par l'URSS durant les derniers jours de la Seconde guerre mondiale et revendiquées par Tokyo depuis.

La forte implication du Premier ministre japonais dans ce dossier, rouvert lors d'une rencontre avec Vladimir Poutine à Singapour en 2018 et prolongé par un sommet nippon-russe en janvier dernier, ne s'est jusqu'à présent traduite par aucun résultat notable et le G20 d'Osaka était considéré par beaucoup d'observateurs comme une opportunité pour Shinzo Abe de débloquer la situation malgré le pessimisme affiché des diplomates des deux parties. Le chemin vers une solution négociée, si tant est qu'elle soit possible, promet donc d'être long, Tokyo devant se contenter pour l'instant d'un renforcement de la coopération économique. L'enjeu russe n'est par ailleurs pas le seul défi de la politique de voisinage nipponne à avoir laissé sa marque sur ce G20 pour Tokyo : à Osaka, Shinzo Abe ne s'est pas entretenu avec le président sud-coréen Moon Jae-in afin de ne pas afficher le mauvais-état des relations entre les deux pays. Si le Premier ministre a aussi certainement évoqué la question nord-coréenne au cours de ses différents entretiens, il semble toujours être tenu à l'écart des avancées importantes à l'image de la poignée de main inattendue et fortement symbolique entre Donald Trump et Kim Jong Un à Panmunjom ce dimanche.



EUROPE

DERNIER RAPPORT DU SIPRI : LE NOMBRE D'ARMES NUCLEAIRES DANS LE MONDE EN BAISSSE

« Le monde connaît moins d'armes nucléaires, mais plus neuves », résume Shannon Kile, directeur du programme de désarmement nucléaire et de maîtrise des armements du SIPRI. En effet, selon le rapport de l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm (SIPRI) publié le 17 juin, si le nombre d'armes a de nouveau diminué, les pays détenant la bombe atomique modernisent leur arsenal et lui donnent une « importance accrue ». Début 2019, les Etats-Unis, la Russie, la Grande-Bretagne, la France, la Chine, l'Inde, le Pakistan, Israël et la Corée du Nord détenaient environ 13 865 armes nucléaires, environ 600 de moins qu'au début de 2018, selon les estimations du dernier rapport.

Cette baisse vient essentiellement des Etats-Unis et de la Russie qui détiennent plus de 90% des armes nucléaires mondiales. Le Traité New Start, signé en 2010, prévoyait en ce sens le désamorçage des vieilles ogives de la Guerre froide ainsi qu'un nombre limité d'ogives fonctionnelles. Mais le traité expire en 2021 et rien n'est prévu pour le prolonger, malgré les fortes tensions entre les deux grandes puissances nucléaires. En l'absence d'un nouveau traité, il n'y aura plus de négociations possibles et plus aucun instrument limitant cette course à l'armement. De plus, le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP), considéré comme l'élément majeur de l'ordre nucléaire mondial aura 50 ans l'année prochaine.

Shannon Kile note plusieurs points d'inquiétudes, notamment liés à l'accumulation d'armes nucléaires des deux côtés de la frontière indo-pakistanaise, qui menace le conflit de dégénérer en un échange nucléaire. Il faut également souligner une tendance à donner une importance accrue aux armes nucléaires. C'est dans cette orientation que les Etats-Unis ont donné un rôle prépondérant à ces armements dans des opérations militaires ou au milieu de discussions sur la sécurité nationale. Les puissances nucléaires sont donc en train de moderniser leur arsenal et des pays comme la Chine, l'Inde, et le Pakistan en augmentent la taille.



COMMISSION DES AFFAIRES ETRANGERES, DE LA DEFENSE ET DES FORCES ARMEES (SENAT) : EXAMEN DU PROJET DE LOI DE RATIFICATION DU TRAITE D'AIX-LA-CHAPELLE

Mercredi 26 juin dernier s'est tenu à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées du Sénat l'examen du projet de loi autorisant la ratification du traité dit d'Aix-la-Chapelle et du rapport qui s'y affère. Ce traité vise à compléter celui de l'Élysée de 1963.

Dans la présentation du traité, M. Christian Cambon (LR), président de la commission de défense, a rappelé l'histoire de la coopération franco-allemande dans lequel s'inscrit ce traité. S'il déplore un contenu limité dans son ambition et une dimension moins concrète que le traité de 1963, il se félicite en revanche de la volonté affichée de favoriser une harmonisation des approches en matière de sécurité et de défense, approches fondamentalement divergentes de part et d'autre du Rhin.

Le Président condamne l'attitude allemande en matière d'exportation d'armes, bloquant l'export de matériel Thales du fait d'une unique pièce usinée en Allemagne. Il déplore la dose d'hypocrisie de cette position dans la mesure où Rheinmetall s'affranchit de ses contraintes via sa filiale sud-africaine.

En matière de défense européenne, le Président Cambon considère que ce texte ne suffira pas à relancer le projet européen, ni à « donner corps au projet d'armée européenne » (sic). Ont voté en faveur du traité :

- le groupe socialiste ;
- le groupe LREM (« Nous voterons ce traité avec détermination et enthousiasme ») ;
- le groupe UDI (« Les Indépendants voteront ce traité pour ne pas affaiblir le Gouvernement »).

Le PCF a signifié son soutien à la position allemande et matière d'exportation d'armes et a décidé de voter contre (« Ce n'est pas une décision facile, mais nous voterons contre ce traité » Mme Christine Prunaud). Le groupe LR n'a pas émis de décision collective mais Joëlle Garriaud-Maylam a exprimé son soutien *évident*.

Dans l'ensemble la démarche a été saluée des parlementaires présents, quoique la non implication du Parlement dans l'élaboration de ce traité fut reprochée de manière quasi-structurelle, à l'inverse de la partie allemande.



FRANCE : FIN DE MISSION POUR LE SAPHIR, DEBUT DE SERVICE POUR LE SUFFREN

Le sous-marin nucléaire d'attaque (SNA) Saphir rejoindra en juillet Cherbourg pour être démantelé, après plus de 35 années de service actif dont 13 en plongée. Il sera le premier des six SNA de la classe *Rubis* à être désarmé sous la maîtrise d'ouvrage de la Direction générale de l'armement (DGA). Cette classe de sous-marins - les premiers SNA de la Marine nationale - sera remplacée progressivement par les SNA *Suffren* issus du programme Barracuda.

Basés à Toulon, les SNA se distinguent des sous-marins nucléaires lanceur d'engins (SNLE) en cela qu'ils ne transportent pas de missiles nucléaires et que leurs chaufferies nucléaires présentent des caractéristiques différentes. Leurs missions, diverses, consistent essentiellement à protéger des groupes aéronavals, recueillir des renseignements et poursuivre la lutte sous-marine.

Pour mémoire, à l'instar des SNA, les études relatives aux SNLE 3G, qui remplaceront les bâtiments de la classe *Le Triomphant*, ont été lancées pour une construction qui devrait débuter vers 2023 et un lancement pour 2030. Notons que ces changements de classes de sous-marins impliquent la préservation des capacités industrielles nationales - autonomie stratégique - à l'horizon 2050 ; d'autre part, des travaux majeurs d'infrastructure navale sous la direction de Service d'Infrastructure de la Défense et la DGA à l'Île Longue et à Toulon pour les accueillir seront concomitants.

OTAN : A BRUXELLES, LES MINISTRES DE LA DEFENSE APPROUVENT UNE STRATEGIE SPATIALE ET UN RENFORCEMENT DE LA DISPONIBILITE OPERATIONNELLE

Le jeudi 27 juin, les ministres de la Défense de l'OTAN réunis à Bruxelles ont approuvé la stratégie de défense dans l'espace. C'est la première fois que l'OTAN se dote d'une stratégie spatiale ; si Jens Stoltenberg a déclaré qu'il ne s'agissait pas de « militariser l'espace », la nouvelle stratégie pourrait changer les canons de l'échange d'informations et de renseignement au sein de l'OTAN. Cette stratégie se place dans le sillage de la décision américaine, annoncée le 9 août 2018, de créer des forces spatiales dans l'US Army.

Lors de cette réunion, un renforcement de la disponibilité opérationnelle des forces de l'OTAN a également été accepté. Cette mesure a été surnommée les



« quatre 30 » : les Alliés disposeront en effet, d'ici à 2020, de 30 bataillons mécanisés, de 30 escadrons, et de 30 navires de combat prêts à être employés dans un délai de 30 jours ou moins. Selon les mots de Jens Stoltenberg, « il ne s'agit pas de mettre en place ou de déployer de nouvelles forces, mais d'accroître la disponibilité opérationnelle des forces existantes ».

FRANCE / BELGIQUE - MISE EN PLACE DE L'ACCORD DE COOPERATION STRATEGIQUE CONCERNANT LE PROJET DE COOPERATION CAPACITE MOTORISE (CAMO)

L'accord intergouvernemental relatif au projet de coopération Capacité Motorisée (CaMo) entre la France et la Belgique est entré en vigueur le 21 juin. L'armée de Terre a notifié à la Direction générale de l'armement (DGA) un contrat d'acquisition de 382 véhicules blindés multi-rôles GRIFFON et de 60 engins blindés de reconnaissance et de combat JAGUAR, équipés selon le programme SCORPION. Leur entrée en service est prévue entre 2025 et 2030.

Le comité directeur franco-belge CaMo s'est réuni le mardi 25 juin à Bruxelles. Le communiqué du ministère des Armées rapporte que cette réunion a permis d'identifier « de nouvelles perspectives de coopération notamment dans le domaine de l'armement ». Un premier exercice d'entraînement conjoint entre les deux pays est prévu en septembre 2019, « pour éprouver les procédures de commandement », selon le même communiqué.



PROCHE & MOYEN ORIENT

SYRIE: MORT D'UN SOLDAT TURC DANS LA POCHE D'IDLIB

Le ministère de la Défense nationale turque a annoncé ce jeudi 27 juin la mort d'un combattant turc au poste d'observation numéro 10, près de Sher Mghar. Il s'agit de l'une des positions tenues par l'armée turque autour de la poche d'Idlib afin de surveiller la zone, conformément au processus d'Astana. S'il est régulièrement pris pour cible par l'armée syrienne depuis le début de ses opérations contre l'enclave d'Idlib, c'est la première fois qu'un combattant y est tué (trois autres ont été blessés).

L'armée turque a riposté en bombardant les zones d'où auraient été effectués les bombardements. Des renforts en hommes et en transports de troupes blindés ont, de même, été déployés afin de renforcer cette position. Le ministère de la Défense a fait savoir qu'il répondrait avec les moyens adéquates si cette situation devait se répéter à nouveau. De nouvelles attaques ont cependant eu lieu ces derniers jours, notamment ce dimanche même, sans pour autant faire de victimes, ni provoquer de grandes réactions côté turc. Un drone a aussi été abattu alors qu'il se rapprochait dangereusement de ce même poste d'observation numéro 10, afin, il semblerait, d'effectuer une évaluation des dommages causés par les précédentes attaques.

IDLIB : POINT DE SITUATION

Le sommet du G20 à Osaka, qui s'est tenu entre les 28 et 29 juin, fut l'occasion de discussions à propos de la situation à Idlib entre la Russie, la Turquie et les Etats-Unis. Ces derniers ont manifesté leur soutien à la Turquie pour revenir à un cessez-le-feu, quotidiennement violé depuis deux mois. Le président américain a, en outre, appelé son homologue russe à la détente. Malgré le rôle de médiateur que les Etats-Unis tentent d'afficher, le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, a de nouveau affirmé cette semaine que « l'intégrité territoriale de la Syrie, sa stabilité et son indépendance doivent être préservées ». Autrement dit, les Russes n'entendent pas faire dévier leur politique extérieure à ce sujet.

Les Russes, bien que maîtres du jeu diplomatique, ne parviennent pas à avancer sur le terrain. De leur côté, les Turcs sont sous pression. Leurs postes d'observations sont fréquemment la cible de bombardements de l'armée arabe syrienne, et des escarmouches entre leurs forces et les soldats kurdes ont souvent lieu près de la zone



kurde de Tal Rifaat. Les forces turques sont donc constamment renforcées dans la région ; l'aviation a été même déployée pour la première fois ce vendredi. Les événements ne laissent pour l'instant entrevoir aucune détente. Les combats se font de plus en plus violents et les risques d'escalade, de plus en plus présents.

TURQUIE : REVERS EN MÉDITERRANÉE ORIENTALE

Les déploiements diplomatiques et sécuritaires turcs dans le monde ont été fortement poussés cette semaine. Premièrement, comme rappelé précédemment, le poste d'observation à Idlib a été attaqué à plusieurs reprises. Néanmoins, cette position n'est pas la seule où les forces turques ont été attaquées ou défiées.

Cette semaine a vu en effet le général Haftar menacer les positions turques en Libye. La Turquie soutient le gouvernement d'union nationale. Or, le porte-parole de Haftar, Ahmed Al-Mismari a déclaré un embargo sur les avions en provenance de Turquie, et a appelé à attaquer les intérêts Turcs dans la région. Le gouvernement d'union nationale a répliqué, face à ce qu'il considère comme une déclaration de guerre, en rappelant son soutien à la Turquie. La République avait en effet livré des véhicules blindés résistants aux mines de modèle *Kirpi*, dans le cadre du siège de Tripoli.

Les intérêts en méditerranée orientale ont aussi été défiés à propos du gaz Chypriote. Le nouveau navire de forage *Yavuz*, a été envoyé sous escorte militaire compléter le travail du *Fatih*, au large de Chypre. Cependant, malgré le discours lénifiant de Trump à propos des S-400, la commission des affaires étrangères du Sénat américain a émis un projet, le « bill for the Eastern Mediterranean Security and Partnership Act », qui prendrait le parti gréco-chypriote, aux dépens de la Turquie. Comme l'illustrent ces récents épisodes, la politique diplomatique et sécuritaire turque montre des signes de dépendance à l'égard des grandes puissances.

IRAN: CHANGEMENT DE STRATÉGIE UN AN APRÈS LE RETRAIT DES ÉTATS-UNIS DU JCPOA

Après une année de "patience stratégique" face au retrait des États-Unis de l'accord sur le nucléaire de 2015 et sa campagne de pression maximale, l'Iran a changé de cap le mois dernier en intensifiant ses activités sur les fronts diplomatique, régional et nucléaire. La "politique de pression maximale des États-Unis engendre des tensions", a déclaré l'ambassadeur d'Iran aux Nations unies, Majid Takht Ravanchi, après une conférence de presse au Conseil de sécurité des Nations unies (26 juin).



Le pivot de l'Iran vers une stratégie calibrée mais plus conflictuelle répond à un blocus économique américain de facto et au déploiement récent de moyens militaires américains dans le golfe Persique. Ce changement stratégique coïncide avec la révocation par l'administration Trump, début mai, des dispenses de sanctions accordées à huit pays qui avaient été autorisés à acheter des quantités réduites de pétrole iranien l'année dernière. Cela a également eu lieu après que le gouvernement Trump eut pris la décision controversée fin avril de désigner le Corps des gardes de la révolution islamique comme groupe terroriste, malgré les inquiétudes exprimées par le Pentagone. Ainsi, le président iranien Hassan Rohani a informé début mai par lettre les autres parties du JCPOA que l'Iran dépasserait les limites de son stock de 300 kg d'uranium faiblement enrichi et d'eau lourde dans les 60 jours qui suivent si les cosignataires ne trouvaient pas de moyens concrets pour que l'Iran obtienne les avantages économiques qu'il était censé obtenir pour se conformer à l'accord.



RUSSIE

RUSSIE/ECONOMIE DE DEFENSE : PRISE DE COMMANDE DU SU-57 POUR LES FORCES.

En marge du salon Défense et armement *ARMY 2019*, qui se tient actuellement à Moscou, la Fédération de Russie a acté l'acquisition de 76 avions furtifs SU-57 à l'horizon 2028. Le montant reste encore inconnu, mais certains experts chiffreraient le contrat à environ sept milliards de dollars. Présenté à l'export pour la première fois lors du salon aéronautique et naval LIMA en Malaisie en mars dernier sous l'appellation SU-57(E), l'aéronef avait séduit la clientèle orientale et asiatique, notamment au regard de ses succès sur le théâtre syrien. D'un point de vue technique, il s'agit d'un avion de combat polyvalent de cinquième génération, disposant d'une couverture radar et infrarouge.

Le programme SU-57 a vu le jour dans les années quatre-vingt, mais a subi de nombreuses déconvenues si bien que certains Etats occidentaux demeurent sceptiques quant à sa production et son entrée en fonction. La Russie entrevoit la possibilité d'un carnet de commande à l'export d'ici 2030 pour des Etats ne pouvant se doter du *F-35 Lightning II* de *Lockheed Martin*, trop coûteux, ou pour ceux souhaitant pérenniser leur coopération de défense avec Moscou.

Par ailleurs, les caractéristiques de l'aéronef sont encore floues, contribuant aux doutes planant sur ses capacités. En ce sens cette prise de commande de l'Etat russe viendrait confirmer la capacité de *Sukhoï* de mener à bien ce programme long, malgré les contraintes budgétaires pesant sur ce dernier. Le SU-57 aura pour principale mission la défense aérienne de la Fédération de Russie. Il devrait à terme remplacer le puissant *Mikoyan- Gourevitch* ou MIG-31M sans toutefois disposer de ses qualités en terme de vitesse (mach 2,26 contre 2,85) et de rayon d'action.

RUSSIE : CONFIRMATION DU CONTRAT D'ACHAT DES HELICOPTERES DE COMBAT Mi-28NM

Dans la lettre précédente, nous vous informions de la validation des tests industriels de l'hélicoptère de combat Mi-28NM et de la livraison des deux premiers exemplaires à l'armée de l'air russe pour la dernière phase de tests par l'Etat. Malgré des rumeurs insistantes, le contrat d'achat avait été tenu secret dans l'attente de grandes annonces



lors du salon *ARMY 2019*. C'est maintenant chose faite : un contrat d'achat de 98 hélicoptères Mi-28NM a été passé entre *Russian Helicopters Holding* et l'Etat russe. La livraison des 98 appareils s'échelonne entre 2020 et 2027. Ce contrat réaffirme la volonté de Moscou de moderniser ses capacités aérospatiales. Le Mi-28NM qui a déjà été déployé en mission en Syrie remplacera la flotte très vieillissante des hélicoptères russes.



NOTRE EQUIPE :

AMERIQUE : Xavier Marié, Simon Roche, Boris Delagenière, Thomas Péan, Clémence Cassé, Lucie Haignéré, Salomé Sifaoui

AFRIQUE : Jean Galvé, William Lenfant, Sabil Zeroual, Edouard Josse, Camille De La Rochère,

ASIE - PACIFIQUE : Mathilde Tison, François-Xavier Le Quintrec, Gauthier Birkui, Aurélien Debièvre, Vincent Bernard-Lafoucrière, Fanny Hantute

EUROPE : Cyrille Bricout, Solène Moitry, Christophe Granata Goldman, Sara Valeri, Maxime Tamburello, Benjamin Helman, François Gäüzère-Mazauric, Paul Marion

PROCHE ET MOYEN ORIENT : Tanguy Sirot, Luc Vincent, Adrien Sémon, Constance Parpex, Cyril Blanchard

RUSSIE : Naël Madi, Suzanne Kaltenbach, Lucille Laurent, Anne Maurin, Clara Arnaud

Direction éditoriale newsletter : Christophe Granata Goldman, François Gäüzère-Mazauric, Boris Delagenière, Simon Roche, Ilan Garcia